

# RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

## **EMAP OI**

### **Association Ecole des Métiers à l'Accompagnement de la Personne de l'Océan Indien**

Association Loi 1901

Siège social : 1D, Chemin Vélia - BP 24 -  
97432 RAVINE DES CABRIS

SIRET / APE : 440 944 544 00020 / 8559A

Sur les comptes clos au

## 31 DECEMBRE 2023

\*\*\*\*\*

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

### **EMAP OI**

#### **Ecole des Métiers à l'Accompagnement de la Personne de l'Océan Indien**

**Exercice clos le 31 décembre 2023**

Aux membres de l'assemblée générale,

### **OPINION**

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association EMAP OI relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **FONDEMENT DE L'OPINION**

---

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie intitulée « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

### **OBSERVATION**

Sans remettre en cause l'opinion ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels relatif à la présentation des comptes de l'association à la clôture de l'exercice 2023.

### **JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

---

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que nous n'avons réalisé aucune diligence sur la régularité de la comptabilité analytique et les informations qui en découlent.

## **RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Saint Paul, le 15 mai 2024

**C2A, Commissaire aux Comptes**

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'S' followed by 'R' and 'O', with a horizontal line extending to the right.

Sébastien ROBERT, associé

## **ANNEXE : DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

---

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

## Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	103 879	99 285	4 594	8 617
Immobilisations corporelles				
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	145 572	125 762	19 810	23 475
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	1 009 623	663 365	346 258	355 092
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>	10 764		10 764	16 222
Immobilisations financières				
<i>Prêts</i>	12 967		12 967	12 967
<i>Autres immobilisations financières</i>	4 510		4 510	12 910
<b>Total I</b>	<b>1 287 315</b>	<b>888 412</b>	<b>398 903</b>	<b>429 282</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
<i>Avances et acomptes versés sur commandes</i>	4 723		4 723	15 138
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	1 297 853	87 553	1 210 300	2 929 626
<i>Autres créances</i>	1 475 414		1 475 414	208 193
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Disponibilités</i>	1 134 758		1 134 758	488 114
<i>Charges constatés d'avance</i>	18 209		18 209	32 944
<b>Total II</b>	<b>3 930 957</b>	<b>87 553</b>	<b>3 843 405</b>	<b>3 674 015</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>5 218 272</b>	<b>975 965</b>	<b>4 242 307</b>	<b>4 103 297</b>
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

## Bilan passif

	au 31/12/2023	au 31/12/2022
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Autres fonds propres</i>	221 825	221 825
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	339 113	376 583
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>-8 100</b>	<b>-37 470</b>
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>552 838</b>	<b>560 938</b>
Subventions d'investissement	248 758	329 150
<b>Total I</b>	<b>801 596</b>	<b>890 088</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	506 148	
<b>Total III</b>	<b>506 148</b>	
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	215 132	268 531
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	173 567	173 033
Dettes fiscales et sociales	699 938	770 878
Autres dettes	77 008	85 090
Produits constatés d'avance	1 768 919	1 915 678
<b>Total IV</b>	<b>2 934 564</b>	<b>3 213 210</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>4 242 307</b>	<b>4 103 297</b>
(1) Dont à plus d'un an (a)	174 126	
Dont à moins d'un an (a)	2 760 438	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	982	
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

## Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	335	400
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de prestations de services</i>	532 099	354 950
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	3 025 541	2 452 734
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	20 057	29 791
Autres produits	133 374	95 251
<b>Total I</b>	<b>3 711 406</b>	<b>2 933 126</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Autres achats et charges externes	694 618	648 055
Impôts, taxes et versements assimilés	93 318	88 832
Salaires et traitements	1 680 649	1 479 114
Charges sociales	619 374	552 698
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	110 518	174 955
Dotations aux provisions	506 148	
Autres charges	78 661	90 811
<b>Total II</b>	<b>3 783 286</b>	<b>3 034 464</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-71 880</b>	<b>-101 338</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Autres intérêts et produits assimilés	21	10
<b>Total III</b>	<b>21</b>	<b>10</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Intérêts et charges assimilées	2 836	10 717
<b>Total IV</b>	<b>2 836</b>	<b>10 717</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>-2 815</b>	<b>-10 706</b>

## Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>-74 695</b>	<b>-112 044</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations en capital	20 000	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	78 358	75 682
<b>Total V</b>	<b>98 358</b>	<b>75 682</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	26 626	
Sur opérations en capital	5 136	1 108
<b>Total VI</b>	<b>31 762</b>	<b>1 108</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>66 595</b>	<b>74 574</b>
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>3 809 785</b>	<b>3 008 819</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>3 817 885</b>	<b>3 046 289</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-8 100</b>	<b>-37 470</b>



## Annexe

## Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ECOLE DES METIERS ACCOMPAGNEMENT

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 4 242 307 EURO et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 8 100 EURO. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

## Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association Ecole des Métiers à l'Accompagnement de la Personne a été créée le 1er février 2002.

L'association a pour objet de créer et gérer des dispositifs d'information, de formation, de conseil et de recherche au service de la professionnalisation des activités, des personnes et des organisations du domaine social et de la santé. L'EMAP OI accompagne les personnes dans leur parcours de professionnalisation et au sein des formations de tous niveaux, y compris des formations supérieures dans les domaines social, sanitaire et médico-social. Elle utilise différents dispositifs de formation, dont la formation par l'apprentissage.

L'association inscrit son action dans une logique de développement interculturel des territoires de l'Océan Indien.

L'EMAP OI vise à :

\* Répondre aux besoins des personnes fragiles et vulnérables en matière d'information et de formation pour les métiers de la santé et/ou du social :

- formations préprofessionnelles - formations diplômantes directes et/ou par la Validation des Acquis de l'Expérience,
- perfectionnement, production de nouvelles compétences,
- actions de développement sur sites,
- recherche-action,

\* Opérationnaliser les politiques en relation avec les institutions locales de proximité à partir :

- d'appuis techniques,
- d'études des besoins sociaux,
- d'animation, informations, publications (journée d'étude, colloques, ateliers de créativité et d'innovation)

\* Assurer la représentation régionale des adhérents auprès des pouvoirs publics, des instances professionnelles, des partenaires publics et privés

\* Participer à la définition d'une organisation sociale et médico-sociale sur le plan régional

\* Soutenir l'innovation et l'expérimentation dans le domaine des métiers de la santé et/ou social

\* Développer la coopération india-océanique dans son champs d'activité.

## Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes

## Règles et méthodes comptables

morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en EURO.

## Changement de méthode comptables

Au titre de l'exercice 2023, l'entité a choisi de comptabiliser en provision pour risques & charges la part non consommée des subventions arrivant à terme au cours de l'exercice.

Ce changement de méthode a uniquement un effet sur la présentation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 et concerne les postes suivants :

- Subventions d'exploitation : comptabilisation du montant notifié dans les conventions conformément au paragraphe des conventions dans la présente annexe.
- Provision pour risques & charges : comptabilisation de la part non consommée en fonction des heures réalisées.

Ce changement de méthode résulte d'un choix de comptabilisation et vise à communiquer une meilleure information financière à l'utilisateur des comptes annuels au niveau de la présentation du compte de résultat et du bilan de l'entité. Les provisions pour risques et charges au titre de l'exercice 2023 affichent 506 148 € et concernent les conventions suivantes :

- Convention IRFP N°2023-0338 provision comptabilisée pour 98 373 €.
- Convention EFTS FSE N°2023-0339 provision comptabilisée pour 169 441 €.
- Convention Pacte 2021 N°2022-1050 provision comptabilisée pour 238 334 €.

## Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

## Règles et méthodes comptables

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

\* Concessions, logiciels et brevets :

Logiciel : de 1 an à 3 ans

\* Installations techniques : 5 à 10 ans

\* Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans

\* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans

\* Matériel de bureau : 5 à 10 ans

\* Matériel informatique : 3 ans

\* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

### Produits et charges exceptionnels

## Règles et méthodes comptables

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

### Engagement de retraite

Les engagements de l'entreprise en matière d'indemnités de départ à la retraite sont calculés suivant la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise, et d'une actualisation financière.

## Faits caractéristiques

### Autres éléments significatifs

#### CONVENTIONS :

1/ Sur l'exercice 2023, l'EMAP a été conventionné pour son activité de formation sur la base de 6 conventions contre 4 conventions en 2022.

- Convention IRFP N°2023-0338 attribuée pour 977 756.41 €
- Convention EFTS FSE N°2023-0339 attribuée pour 1 248 848.16 €
- Convention IRFP Pacte N°2023-0498 attribuée pour 206 352.83 €
- Convention EFTS Pacte N°2023-0968 attribuée pour 1 284 245.09 €
- Convention EFTS AMI Numérique N°2023-0705 attribuée pour 108 955.83 €
- Convention EFTS AMI Développement durable N°2023-0714 attribuée pour 146 302.40 €

Au 31 décembre 2023, sur la base des heures de formations réalisées par l'EMAP et des dépenses éligibles, les comptes intègrent un produit de subvention pour 3 020 541 €.

Ce produit se décline de la façon suivante :

- Convention IRFP N°2023-0338 pour 977 756.41 €
- Convention EFTS FSE N°2023-0339 pour 1 248 848.16 €
- Convention IRFP Pacte N°2023-0498 pour 44 269.92 €
- Convention EFTS Pacte N°2023-0968 pour 324 989.20 €
- Convention Pacte 2021 N°2022-1050 pour 424 677.09 €

A noter que deux conventions de 2023 ont été constatées en totalité en produits constatées d'avance pour motifs que les formations n'ont pas été débutés en 2023. Elles concernent :

- Convention EFTS AMI Numérique N°2023-0705 attribuée pour 108 955.83 €
- Convention EFTS AMI Développement durable N°2023-0714 attribuée pour 146 302.40 €

## Notes sur le bilan

### Actif immobilisé

#### Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	113 541		9 662	103 879
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>113 541</b>		<b>9 662</b>	<b>103 879</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements et aménagements constr				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	180 752	7 227	42 406	145 572
- Instal.générales, agencements aménagements divers	626 388	8 441	25 076	617 573
- Matériel de transport	1		1	
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	321 920	75 644	5 515	392 049
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	16 222			10 764
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 145 283</b>	<b>91 311</b>	<b>72 998</b>	<b>1 165 959</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	25 877			17 477
<b>Immobilisations financières</b>	<b>25 877</b>			<b>17 477</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>1 284 700</b>	<b>91 311</b>	<b>82 660</b>	<b>1 287 315</b>

## Notes sur le bilan

### Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	104 924	4 024	9 662	99 285
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>104 924</b>	<b>4 024</b>	<b>9 662</b>	<b>99 285</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements, aménagements construc.				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	157 277	10 891	42 406	125 762
- Instal.générales, agencements aménagements divers	354 043	51 631	19 941	386 500
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	239 174	43 206	5 515	276 865
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>750 494</b>	<b>105 728</b>	<b>67 862</b>	<b>789 127</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>855 418</b>	<b>109 751</b>	<b>77 524</b>	<b>888 412</b>



## Notes sur le bilan

Les opérations s'analysent comme suit :

	Immobilisations Incorporelles	Immobilisations Corporelles	Total
<b>Ventilation des dotations</b>			
Compléments liés à une réévaluation			
Eléments amortis selon mode linéaire	4 024	105 728	109 751
Eléments amortis selon autre mode			
Dotations exceptionnelles			
<b>Dotations de l'exercice</b>	<b>4 024</b>	<b>105 728</b>	<b>109 751</b>
<b>Ventilation des diminutions</b>			
Eléments transférés à l'actif circulant			
Eléments cédés	9 662	67 862	77 524
Eléments mis hors service			
<b>Diminutions de l'exercice</b>	<b>9 662</b>	<b>67 862</b>	<b>77 524</b>

## Notes sur le bilan

### Actif circulant

#### Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 2 808 953 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	12 967		12 967
Autres	4 510		4 510
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 297 853	1 297 853	
Autres	1 475 414	1 475 414	
Charges constatées d'avance	18 209	18 209	
<b>Total</b>	<b>2 808 953</b>	<b>2 791 477</b>	<b>17 477</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

#### Produits à recevoir

	Montant
Clients factures à établir	36 556
Fournisseurs rrr à recevoir	1 742
<b>Total</b>	<b>38 298</b>

## Notes sur le bilan

### Fonds propres

#### Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	221 825				221 825
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	376 583	-37 470			339 113
Excédent ou déficit de l'exercice	-37 470	37 470		8 100	-8 100
<b>Situation nette</b>	<b>560 938</b>			<b>8 100</b>	<b>552 838</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	329 150			80 392	248 758
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
<b>TOTAL</b>	<b>890 088</b>			<b>88 492</b>	<b>801 596</b>

## Notes sur le bilan

### Provisions

#### Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges		506 148			506 148
<b>Total</b>		<b>506 148</b>			<b>506 148</b>
<b>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</b>					
Exploitation		506 148			
Financières					
Exceptionnelles					

## Notes sur le bilan

### Dettes

#### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 2 934 564 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	982	982		
- à plus de 1 an à l'origine	214 149	40 024	161 664	12 462
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	173 567	173 567		
Dettes fiscales et sociales	699 938	699 938		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	77 008	77 008		
Produits constatés d'avance	1 768 919	1 768 919		
<b>Total</b>	<b>2 934 564</b>	<b>2 760 438</b>	<b>161 664</b>	<b>12 462</b>
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	53 864			
(**) Dont envers les associés				

### Charges à payer

	Montant
Fournis fact non parvenues	90 809
Int.courus s/emp.aup.etabl.t.crédit	107
Intérêts courus à payer	982
Pel-dettes/conges a payer	107 156
Pel-dettes/ind.fin carriere	104 912
Pel-charges a payer diverses	511
Org.sx-ch/conges a payer	37 392
Org.sx-ch.a.p.diverses	18 229
Formation continue	16 605
Etat-charges a payer diverses	4 859
Clients - avoir a etablr	745
<b>Total</b>	<b>382 307</b>

## Notes sur le bilan

### Comptes de régularisation

#### Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatees avance	18 209		
<b>Total</b>	<b>18 209</b>		

#### Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PCA Facturations	45 017		
PCA Conventions	1 723 902		
<b>Total</b>	<b>1 768 919</b>		

Les produits constatés d'avance correspondent principalement à des produits de formation attendus de l'exercice 2023 relatifs aux conventions bi-annuelles suivantes :

- Convention N°2020/1677 pour 37 594.36 €
- Convention N°2020/2460 pour 37 898.56 €
- Convention N°2021/0080 pour 19 069.01 €
- Convention N°2021/0811 pour 111 935.08€
- Convention N°2022/0512 pour 107 676,71 €
- Convention N°2022/0578 pour 33 131,30 €
- Convention N°2023-0498 pour 162 082.91€
- Convention N°2023-0968 pour 959 255.89 €
- Convention N°2023-0705 pour 108 955.83 €
- Convention N°2023-0714 pour 146 302.40 €

Les produits constatés d'avance ont été comptabilisés sur la base des règles déterminées dans les conventions.

## Notes sur le compte de résultat

### Charges et produits d'exploitation et financiers

#### Rémunération des commissaires aux comptes

##### Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 13 129 EURO

Honoraire des autres services : 0 EURO

#### Transferts de charges d'exploitation et financières

Nature	Exploitation	Financier
Transfert de charges d'exploitation		
79100000 - Transferts de charges d'exploit	2 484	
79110000 - Transfert de charge / rbt form	17 909	
79120000 - Transfert de charge / rbt cgss	-3 366	
79130000 - Transfert de charges/ rbt crp	3 029	
	20 057	
<b>Total</b>	<b>20 057</b>	

### Charges et Produits exceptionnels

#### Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	26 626	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	5 136	
Produits des cessions d'éléments d'actif		20 000
Subventions d'investissement virées au résultat		78 358
<b>TOTAL</b>	<b>31 762</b>	<b>98 358</b>

## Autres informations

### Engagements financiers



## Autres informations

### Engagements reçus

	Montant en EURO
Plafonds des découverts autorisés	
<i>Société de cautionnement CIE EUR DE GARANTIES ET CAUTIONS (quotité 40% de 120 907 euros)</i>	48 363
Avals et cautions	48 363
Autres engagements reçus	
Legs nets à réaliser	
Total	48 363

### Crédit-Bail

### Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Au 31 décembre 2023, les engagements de retraite représentent 104 912 €.

Une provision pour charge à payer a été comptabilisée dans les comptes de l'EMAP.

Le taux d'actualisation brut retenu est de 3,20%.

## **RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

### **EMAP OI**

#### **Association Ecole des Métiers à l'Accompagnement de la Personne de l'Océan Indien**

Association Loi 1901

Siège social : 1D, Chemin Vélia - BP 24 -  
97432 RAVINE DES CABRIS

SIRET / APE : 440 944 544 00020 / 8559A

\*\*\*\*\*

## RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

### EMAP OI

Ecole des Métiers à l'Accompagnement de la Personne de l'Océan Indien

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres de l'assemblée générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

PERSONNES CONCERNEES	NATURE DE LA CONVENTION	Charges comptabilisées	Produits comptabilisés
M. VAYABOURY, Représentant du CIAS de Saint PIERRE	Facturation de coût pédagogique. <b>Produit comptabilisé au titre de l'exercice 2023.</b>		1 880 €

**CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ORGANE DELIBERANT**

---

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'organe délibérant dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à Saint Paul, le 15 mai 2024

**C2A, Commissaire aux Comptes**



Sébastien ROBERT, associé